

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

CF de CORIOLIS

groupe B4

LES KURDES, UN PEUPLE SANS ETAT

Cette minorité ethnique et linguistique de grande importance a survécu dans les pays situés au coeur de l'islam. Quoique rapidement convertis à l'Islam auquel ils restent profondément attachés, les kurdes ont conservé leur langue et leur identité. Du point de vue linguistique, le kurde est apparenté au persan ; culturellement, il doit beaucoup à l'arabe. A l'époque médiévale, les kurdes, comme les autres peuples de la région, ne se taillèrent ni un territoire ni un Etat national.

Les kurdes sont aujourd'hui en position minoritaire dans les cinq Etats dont les limites recoupent l'ensemble nommé Kurdistan : sunnites dans l'Iran chiite, étroitement surveillés dans l'Irak, accusés en Turquie "d'affaiblir le sentiment national", manipulés en Syrie, marginaux en Arménie. Certes il s'agit du peuple le plus nombreux qui n'a acquis ni indépendance ni autonomie en dépit de son identité commune.

Depuis 1984, une véritable guerre se déroule à l'est du pays affectant près de 2000 villages détruits ou endommagés, entraînant la dispersion plus ou moins forcée de deux millions de personnes traitées en citoyens de seconde zone. Le conflit a déjà causé la mort d'environ 16000 kurdes.

Afin de mieux comprendre ce problème nous allons tout d'abord balayer l'histoire tumultueuse du Kurdistan au XXème siècle. Une deuxième partie permettra de faire l'inventaire des principales organisations kurdes et d'analyser leurs intentions. Enfin les deux dernières parties seront consacrées aux aspects économiques, avec en particulier la

redistribution des ressources d'eau dans le bassin de l'Euphrate par la Turquie, ainsi qu'aux rôles stratégiques des pays riverains.

1.- HISTOIRE

A l'heure de l'Etat-nation, sans son Etat propre, il n'y a point de salut pour un peuple. Les guerres pour l'unification et l'indépendance du Kurdistan, conduites par leurs princes et chefs spirituels tout au long du siècle dernier, se soldèrent toutes par des échecs face à l'empire ottoman soutenu tour à tour par les Britanniques et les Allemands. Au lendemain de la première guerre mondiale, cette aspiration fut d'ailleurs prise en compte par le président américain Woodrow Wilson qui, dans son projet de statuts de la Société des nations (SDN), prévoyait la formation dans les possessions orientales de l'Empire ottoman de trois Etats: Arabie, Kurdistan et Arménie. De même, le traité international de Sèvres d'août 1920, signé entre autres par la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, consacrait le droit du peuple kurde à son propre Etat.

Cependant, à la suite de l'insurrection nationaliste du général turc Mustafa Kémal, ce traité resta lettre morte et fut remplacé par celui de Lausanne, signé en juillet 1923, par lequel la Turquie annexait la majeure partie du Kurdistan. Entre-temps, par l'accord franco-britannique du 20 octobre 1921, les provinces kurdes de Djazireh et de Kurd-Dagh avaient été rattachées à la Syrie.

Restait encore en suspens le sort de Mossoul, convoité à la fois par les Turcs et par les Britanniques qui, connaissant les richesses pétrolières de son sous-sol, voulaient l'incorporer dans le nouvel Etat irakien qu'ils venaient de créer de toutes pièces. Chargée de régler ce litige, la Société des nations y dépêcha en janvier 1925 une commission : au terme de deux mois d'enquête, celle-ci parvint à la conclusion que les sept huitièmes de la population de ce territoire ne voulaient ni d'un retour sous le joug turc ni d'un rattachement à Bagdad, mais la création d'un Etat kurde indépendant.

En dépit de cette indication on ne peut plus explicite, le Conseil de la SDN décida, le 16 décembre 1925, de rattacher cette province kurde à l'Irak, conformément aux intérêts de l'Empire britannique, qui affirmait que, sans le pétrole et les richesses agricoles de ce territoire, le royaume irakien ne serait pas viable. En contrepartie de leur consentement à ce plan britannique, la France et les Etats-Unis reçurent chacun 23,75 % des actions de la compagnie Turkish Petroleum (rebaptisée plus tard Iraq Petroleum Co) exploitant les gisements pétrolifères du Kurdistan et bénéficièrent ainsi jusqu'en 1972 des revenus du pétrole kurde.

Dans un souci de justice, le Conseil avait promis l'octroi aux Kurdes de cette province, devenue Kurdistan irakien, d'une SELF RULE, ou administration autonome, dont la langue serait le kurde et les fonctionnaires seraient recrutés dans la population locale. Cette promesse ne fut jamais honorée, et les révoltes visant à exiger son respect furent sévèrement réprimées par la RAF britannique, y compris après la fin du mandat et l'accession formelle de l'Irak à l'indépendance. Londres se contenta de reconnaître aux Kurdes la liberté d'utiliser leur langue dans leurs publications, tout comme la France toléra les activités culturelles des Kurdes en Syrie.

Le gouvernement d'Ankara n'eut pas ce geste à l'égard du peuple kurde, à qui il avait pourtant, au cours de la guerre pour l'indépendance de la Turquie, promis un statut d'autonomie proche du fédéralisme. Il décréta, dès le 3 mars 1924, l'interdiction de sa langue et de toutes les expressions de son identité, ferma les écoles et journaux kurdes et dissolva la première Assemblée nationale où siégeaient, *ex officio*, soixante-quinze députés du Kurdistan. La Turquie devenait désormais l'Etat un et indivisible des seuls Turcs.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les Kurdes parvinrent à créer, en janvier 1946, sur une portion du territoire kurde iranien, une République du Kurdistan, avec pour capitale la ville de Mahabad. Après une existence de onze mois, cette éphémère République, dont les réalisations culturelles restent encore gravées dans les mémoires, fut écrasée par les armées du chah, soutenues par les Britanniques. Son président, Qazi Mohammed, fut pendu, ainsi que deux de ses ministres. Les Kurdes durent se rendre une nouvelle fois à l'évidence: ils n'étaient pas en mesure de créer par la force leur propre Etat; il leur fallait envisager une nouvelle stratégie, mieux adaptée aux réalités régionales et internationales et à leurs propres capacités.

Mustafa Barzani

Cette stratégie fut, pour l'essentiel, élaborée par le général Mustafa Barzani. Celui-ci, après avoir lutté dans les années 30 pour l'indépendance du Kurdistan irakien, commandé en 1946 les armées de l'éphémère République de Mahabad et passé douze ans en exil en URSS, était rentré en Irak après le renversement de la monarchie, en juillet 1958. Tirant les leçons de ses longues années de lutte et d'exil, il en était arrivé à la conclusion que, dans un monde dominé par la rivalité Est-Ouest, aucun changement de frontière ne serait toléré par les grandes puissances, surtout dans une région hautement sensible située entre l'URSS et le Golfe. Aussi les Kurdes, en particulier ceux d'Irak, devaient-ils se résoudre à mener leur combat pour l'obtention d'une autonomie régionale dans le cadre des Etats existants.

Luttes pour l'autonomie

Dans la conception initiale de Barzani, cette nouvelle stratégie, plus réaliste, devait en principe être conduite par des moyens politiques et pacifiques. Cependant, le durcissement du régime irakien, l'interdiction des journaux kurdes, la mise hors la loi du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) obligèrent à nouveau les militants à la clandestinité. Puis l'aggravation de la répression finit par susciter, en septembre 1961, une résistance armée dans les montagnes du Kurdistan. Au terme de ce mouvement de réaction à la répression gouvernementale, la lutte armée s'imposa tout à la fois comme un moyen de survie politique et de pression sur le gouvernement central pour l'amener à négocier.

Malgré des difficultés logistiques considérables tenant à l'isolement et à l'enclavement du Kurdistan, cette lutte pour l'autonomie et la démocratie eut du succès dans sa phase initiale et ascendante. Elle permit de faire prendre conscience, tant à l'intérieur de l'Irak qu'à l'extérieur, de l'acuité du problème kurde, et contribua à l'essor du nationalisme kurde en Turquie, en Iran, en Syrie, voire dans les communautés kurdes d'URSS.

Contraint, pour sa survie, de solliciter l'appui logistique de l'Iran, seul pays voisin ayant intérêt à fournir un soutien limité à l'opposition irakienne, le mouvement kurde voyait sa marge de manoeuvre se réduire sensiblement. Privé de moyens suffisants, il ne pouvait espérer aucune victoire militaire décisive susceptible d'imposer à Bagdad l'instauration d'un régime démocratique respectueux des droits du peuple kurde.

Les autorités irakiennes n'étaient pas non plus en mesure de mater la guérilla. On avait ainsi atteint un certain équilibre où la rebellion administrait une grande partie des campagnes, tandis que le gouvernement contrôlait les grandes villes et les gisements pétroliers du Kurdistan. Seule l'intervention d'éléments nouveaux pouvait modifier cette situation, qui semblait bloquée pour des années et qui donnait lieu à des doutes et tiraillements, tant dans le camp kurde que dans celui du gouvernement. A son arrivée au pouvoir par le coup d'Etat de juillet 1968, le parti BAAS a voulu sortir de ce blocage par une fuite en avant en lançant une "vaste offensive finale contre les hors-la-loi". Celle-ci, en dépit de la mobilisation de l'essentiel des ressources militaires de l'Irak, se solda par un échec qui incita Bagdad à changer de tactique en proposant la reconnaissance des revendications d'autonomie. Un accord de paix conclu entre le général Barzani et le vice-président irakien Saddam Hussein entra en vigueur le 11 mars 1970.

Cet accord, qualifié d'historique par les deux camps, et qui depuis lors sert de référence aux uns et aux autres, proclamait "l'union libre des nations arabe et kurde dans la République d'Irak", conférait au kurde le statut de deuxième langue officielle du pays et stipulait l'autonomie des provinces peuplées par une majorité kurde ainsi qu'une participation des Kurdes au gouvernement central, au prorata de leur importance numérique dans la population irakienne. Un délai de quatre ans était prévu pour la mise en place des institutions autonomes, l'organisation d'un recensement afin de déterminer la composition ethnique des villes

contestées (Kirkouk et Khanaqine), qui se trouvaient être également des zones riches en pétrole, et la tenue d'élections libres dans l'ensemble de l'Irak.

Un moment, on a pu croire que la stratégie mise en oeuvre par Barzani avait été fructueuse et efficace, puisqu'elle aboutissait à la reconnaissance des droits du peuple kurde. Mais l'euphorie fut de courte durée. Il apparut rapidement que Bagdad n'avait fait ces concessions que dans le but purement tactique de gagner du temps et que la paix proclamée risquait fort de n'être qu'une trêve.

Le coup de grâce de l'accord d'Alger

En avril 1972, l'Irak signa avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération qui lui permit d'acquérir d'importantes quantités d'armements, de moderniser et de renforcer son armée. Pour contrer cette alliance, Barzani, qui venait d'échapper à plusieurs attentats des services irakiens, chercha le soutien des Etats-Unis. En mars 1974, au terme du délai convenu pour l'application complète et effective de l'accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan, Bagdad promulgua unilatéralement une loi d'autonomie très en retrait sur ses engagements antérieurs, et somma les dirigeants kurdes de s'y soumettre sous peine d'une reprise des hostilités. Des promesses concernant le recensement et la tenue d'élections générales libres en Irak n'avaient pas été honorées. Se sentant en position de force, le régime irakien décida, fin mars 1974, de lancer sa "guerre totale" contre la résistance kurde.

Une guerre extrêmement meurtrière, qui dura un an, sans avantage décisif sur le terrain pour les troupes de Saddam Hussein. Celui-ci, dans l'une des volte-face qui jalonnent sa carrière, décida alors de s'entendre avec le chah d'Iran pour encercler la résistance kurde et la couper de tout soutien logistique extérieur. Ce fut le fameux accord d'Alger du 6 mars 1975, par lequel, en échange de sa coopération avec Bagdad contre les Kurdes, le chah se voyait reconnaître des avantages considérables, en particulier le partage de la souveraineté sur l'importante voie fluviale du Chatt-al-Arab.

L'entente irako-iranienne provoqua l'effondrement de la résistance de Barzani, qui n'avait confiance dans aucun des pays voisins, surtout pas dans l'Iran, et qui espérait curieusement une attitude plus honorable et morale de la part des Etats-Unis, qui lui avaient promis leur soutien jusqu'à la chute du régime de M. Saddam Hussein. Le piège d'une entente irako-iranienne doublée d'un accord soviéto-irakien sur le dos des Kurdes s'était refermé sur lui. Il en arriva à la conclusion que, dans les conditions géographiques du Kurdistan, enclave sans débouché maritime, encerclée par des Etats hostiles était sans avenir, qu'elle ne pouvait conduire qu'à d'interminables massacres, à la destruction et à la ruine du pays kurde. Il décida donc d'y renoncer définitivement et alla se réfugier d'abord en Iran, puis aux Etats-Unis, où il mourut en mars 1979.

Le mouvement kurde irakien, qui était jusque-là unitaire, se scinda en plusieurs fractions rivales, dont certaines se livrèrent même une guerre fratricide pendant une période. Elles reprirent dès 1977 la lutte armée contre le régime irakien, qui, depuis l'effondrement de la résistance de Barzani, avait accéléré sa politique d'arabisation du Kurdistan en instaurant le long des frontières turque et iranienne un "cordon sanitaire" large de 20 à 30 kilomètres, dont les villages qui s'y trouvaient devaient être rasés et les populations déportées.

La chute de la monarchie iranienne en février 1979, puis le conflit irako-iranien donnèrent aux partis kurdes d'Irak un souffle nouveau, des moyens accrus pour poursuivre leur lutte contre Bagdad, mais celle-ci, malgré certains succès locaux ou temporaires, n'a pu ni empêcher l'Irak de poursuivre sa politique de destruction des villages kurdes afin de couper la guérilla de sa base paysanne, ni menacer sérieusement l'existence du gouvernement central. A la suite du renforcement de la machine de guerre irakienne par les achats massifs d'armes modernes tant à l'Est qu'à l'Ouest, le rapport de forces évoluait constamment au détriment des Kurdes. Le massacre aux armes chimiques de 5 000 civils kurdes dans la petite ville de Halabja, en mars 1988, n'est que la partie connue d'une longue kyrielle "d'Oradours" perpétrés au Kurdistan..

A la veille de la guerre du Golfe, les mouvements de résistance, réunis depuis mai 1988 au sein d'un Front du Kurdistan, reconnaissaient volontiers être dans l'impasse, en panne de stratégie. Celle qu'ils avaient poursuivie depuis l'échec du général Barzani s'était révélée pour le moins infructueuse, car au bout de vingt-deux années de lutte, après tant de victimes et de sacrifices, la dictature de Saddam Hussein était toujours là, plus forte et arrogante que jamais. Les Kurdes étaient loin d'avoir obtenu leurs droits, le Kurdistan était en grande partie détruit, ses villages et de nombreux vestiges de son passé rayés de la carte, sa paysannerie totalement démantelée, déportée et internée dans des camps.

2.- LES DIFFERENTES ORGANISATIONS KURDES

Privés d'espace autonome d'expression, les militants kurdes ont, depuis l'introduction du multipartisme en Turquie, essayé de faire avancer leurs idées à l'intérieur des partis politiques, des associations et des syndicats turcs. Certains, découragés par la rigidité des institutions turques, choisirent, à la fin des années 70, de créer des organisations kurdes clandestines, se voulant, pour la plupart, comme leurs modèles de l'extrême gauche turque, "marxistes et révolutionnaires" et demandant la création d'un "Kurdistan unifié, indépendant et socialiste". La répression de la dictature militaire, instaurée en septembre 1980, et l'exil en Europe eurent raison de cette nébuleuse née d'un singulier croisement de la version turque du messianisme stalinien et des modes d'action "révolutionnaires" de certains groupes palestiniens. A l'exception notable du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui doit sa survie et son développement à la lutte armée déclenchée en août 1984, seuls deux ou trois groupes subsistent encore.

La carte kurde s'est révélée particulièrement difficile à manipuler du fait des divisions internes au mouvement kurde, et en raison des ingérences et manipulations régionales qu'elles suscitent et qui échappent largement au contrôle des Etats-Unis.

les séparatistes kurdes

- **PKK** : le parti des travailleurs du Kurdistan de Abdullah Öcalan, mène la lutte armée en Turquie depuis 1984. Il opère à partir du Kurdistan irakien. Il combat pour obtenir l'autonomie des régions kurdes du Sud-Est de la Turquie, frontalières de l'Irak. C'est un parti marxiste, très radicalisé, dont les actions débouchent sur le terrorisme international. Il est soutenu par la Syrie contre les turcs.

les kurdes irakiens

- **PDK**, le parti démocratique du Kurdistan (les Peshmergas, kurdes du nord) de Massoud Barzani. Ils sont soutenus par Bagdad. Ils combattent l'UPK.
- **UPK**, union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani (kurdes du sud), plus urbanisés et moins soumis au système tribal. Ils sont soutenus par l'Iran et combattent le PDK.

Un accord de cessez-le-feu, intervenu à l'automne 1996 sous l'égide des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Turquie, a instauré une trêve fragile entre ces deux principales forces kurdes qui se livraient une guerre fratricide depuis mai 1994.

De leur côté, la plupart des Turcs considèrent le PKK comme une organisation "terroriste" dont l'image dans l'opinion est encore plus négative que celle de l'ETA en Espagne. Contrairement aux objectifs autonomistes des partis kurdes des pays voisins, le PKK revendique l'indépendance du Kurdistan. Sa lutte armée, en raison de l'existence d'une certaine presse à sensation turque, bénéficie d'un impact médiatique et politique, tandis que sur le plan militaire ses résultats restent limités.

Militairement, ces actions ressemblent à des piqûres de guêpe qui, tout en étant très désagréables, ne sont guère mortelles pour l'éléphant qu'est l'armée turque, soutenue et équipée par l'OTAN. Elles servent de prétexte et de justification à la militarisation sans

précèdent depuis la seconde guerre mondiale du Kurdistan et contribuent à accélérer son dépeuplement. Le contexte géopolitique particulièrement défavorable du Kurdistan, qui a, jusqu'ici, empêché le développement et le succès des résistances armées kurdes d'Irak et d'Iran, reste aussi incontournable pour la guérilla du PKK, dont l'avenir dépend, en grande partie, de l'évolution des intérêts de deux Etats anti-kurdes comme la Syrie et l'Iran, qui sont les principaux soutiens de ce mouvement.

Ni le PKK ni aucune autre organisation kurde ne peuvent raisonnablement espérer une victoire décisive sur l'armée, pas plus que celle-ci ne pourra "écraser définitivement les terroristes kurdes". Parviendrait-elle à démanteler le PKK que les mêmes causes de mécontentement engendreraient de nouvelles organisations qui, faute d'autres moyens d'expression, chercheraient à faire entendre leur voix et leurs revendications par la lutte armée dans les campagnes et par la guérilla urbaine.

3.- ASPECTS ECONOMIQUES

L'eau dans le bassin de l'Euphrate

A quelques encablures de la frontière syrienne, l'antique cité d'Harran, située jadis sur la célèbre Route de la soie, se trouve au coeur du Grand Projet anatolien (Great Anatolian Project, GAP), qui doit, selon les vœux des autorités turques, transformer radicalement l'agriculture du Sud-Est. Traditionnellement organisée autour de cultures sèches (blé, avoine, pistaches, lentilles, olives...), l'agriculture locale est promise à une diversification accélérée avec l'introduction massive de cultures irriguées, principalement des fruits et des légumes. Une métamorphose rendue possible grâce à l'eau emmagasinée par le barrage Atatürk. Dans les champs, les canaux d'irrigation quadrillent déjà la plaine d'Harran, prêts à irriguer par étapes, dès 1994, plus de 150 000 hectares, lorsque la réalisation des tunnels jumeaux d'Urfa qui achemineront l'eau à partir du barrage Atatürk, sera achevée.

La mise en valeur de cette région fait partie des treize projets du GAP. Dans le cadre de cette renaissance du Sud-Est anatolien, dont la population est majoritairement kurde, 22 barrages et 17 centrales hydroélectriques seront construits sur l'Euphrate et le Tigre. L'objectif poursuivi par les autorités étant de parvenir à irriguer 1,7 million d'hectares (1,1 million d'hectares à partir des eaux de l'Euphrate et 600 000 hectares grâce à celles du Tigre). L'ensemble du projet devrait être achevé vers 2010-2015 après avoir coûté 32 milliards de dollars.

Toutefois, le pari d'Ankara n'est pas seulement économique. En arrière-plan de cet impressionnant programme de développement planifié sur plus de vingt ans, se dessine une vaste entreprise de reprise en main de la région par l'Etat. Les investissements d'Ankara dans le Sud-Est du pays, les plus importants jamais entrepris, visent dans une large mesure à désamorcer les velléités d'autonomie des populations kurdes et surtout à marginaliser les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans des zones montagneuses. "Dans la philosophie générale du GAP, note un diplomate occidental, on retrouve l'idée du plan de Constantine selon laquelle un effort de développement économique peut contribuer à résoudre les questions politiques."

Les objectifs politiques du GAP sont nombreux. Le plus important pour la politique intérieure de la Turquie concerne directement la population kurde. Il s'agit de répondre aux revendications des modérés du mouvement kurde, qui réclament une amélioration des conditions de vie des populations de la région la plus pauvre du pays, et d'affaiblir de la sorte les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en les coupant de leurs sympathisants et de leur base populaire. Le réaménagement du territoire et la création de très larges périmètres irrigués, censés attirer un très grand nombre de populations locales, visent aussi à rendre le contrôle policier et militaire plus efficace face aux rebelles du PKK. Un certain nombre d'entre eux sont basés en Irak ou en Syrie, le long de la frontière, et ils lancent leurs raids au nord de celle-ci pour se replier ensuite en territoire syrien ou irakien.

Il fallut les sérieuses menaces du gouvernement turc en 1992 pour que Damas acceptât et signât un accord bilatéral l'engageant à mettre fin à toutes les activités rebelles à partir du territoire syrien ou contrôlé par les Syriens (c'est le cas de la région d'El-Beqa'a au Liban où les commandos PKK se sont repliés) en contrepartie de la promesse turque de maintenir un débit d'écoulement minimum des eaux de l'Euphrate de 500 m³/s, débit fixé par le protocole de 1987. Cet accord de 1992 ne semble pas être totalement respecté malgré les affirmations syriennes. Pour ce qui est de l'Irak, il faudra attendre la fin de l'embargo qui lui est imposé par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour entrevoir la nature de ses relations avec ses deux voisins d'amont.

Au total, le GAP va permettre la création de 3 millions d'emplois. Cet effort considérable sera accompagné d'un plan de développement des voies de communication. L'installation de cet ensemble d'infrastructures et la bonification des terres agricoles près de la frontière syrienne constitueront un bon moyen de contrôler la région. Un réseau serré de voies de communication peut aussi servir à faciliter le déplacement des forces de sécurité tandis que la maîtrise de l'approvisionnement en eau de l'agriculture locale représente un puissant levier d'encadrement des paysans entre les mains des autorités.

Officiellement, le GAP vise à fixer la population sur place en lui fournissant du travail dans l'agriculture, l'industrie et les services. Actuellement, les inégalités de niveau de vie entre le Sud-Est anatolien et le reste de la Turquie sont criantes: alors que le revenu annuel moyen par

tête avoisine les 2 000 dollars en Turquie, il ne dépasse pas les 500 dollars dans les zones kurdes. Pour les responsables turcs, ce fossé socio-économique constitue un terreau propice à la propagation des thèses du PKK au sein d'une population locale, longtemps abandonnée à un sous-développement chronique.

La mise en place d'une agriculture mécanisée devrait accentuer l'exode rural déjà en cours: les petits paysans seront alors peu à peu contraints de vendre leurs lopins de terre et d'aller travailler dans les grands centres urbains de la région (Diyarbakir, Gaziantep, Urfa,...) afin de fournir la main-d'oeuvre au secteur industriel (agro-alimentaire, textile, mécanique,...). Ces départs constitueront alors autant de relais en moins pour le PKK dans les campagnes, progressivement vidées.

La Turquie entend aussi se servir du projet GAP comme instrument de politique extérieure, spécialement avec les Etats arabes, y compris ceux du Golfe, et même avec Israël. En maîtrisant, grâce aux barrages, l'écoulement des eaux vers l'aval, Ankara sera bientôt en mesure de faire pression sur Damas et Bagdad afin de les obliger à arrêter tout soutien aux séparatistes kurdes. En Irak, les militants du PKK opèrent à partir du Kurdistan irakien avec la complicité de Bagdad, surtout depuis la guerre du Golfe.

Sédentariser les tribus

Des programmes de sédentarisation des tribus nomades kurdes sont aussi prévus: entre 20 000 et 50 000 personnes seraient concernées.

Mais les plans de développement, qui visent finalement à remodeler le tissu socio-économique de la région et à arrimer solidement le Sud-Est anatolien à la mère patrie, embarrassent les responsables des organisations kurdes. Signe révélateur, les rebelles du PKK n'ont jamais pris pour cible les installations liées au GAP, alors qu'ils n'ont pas hésité à s'attaquer au secteur touristique.

Pour expliquer cette réserve du PKK, plusieurs analyses sont possibles. D'abord les populations locales seraient les premières victimes d'attaques contre les systèmes d'irrigation, les barrages ou les centrales hydroélectriques. En outre, les ouvrages "lourds" du GAP, comme le barrage Atatürk ou les tunnels jumeaux d'Urfa, ne se situent pas dans les zones d'activité du PKK, situées beaucoup plus à l'est, et sont protégés par des mesures de sécurité très strictes. Un diplomate occidental évoque enfin un "souci des rebelles kurdes de ménager la bourgeoisie kurde et les grands propriétaires fonciers qui seront les premiers bénéficiaires

du développement agricole et industriel. Une manière de ne pas se mettre à dos cette partie influente de la société kurde, dont le PKK pourrait avoir besoin ultérieurement".

4.- LE ROLE STRATEGIQUE DES PAYS RIVERAINS

IRAK

L'Irak est le seul pays arabe du Moyen-Orient où la situation est compliquée par la présence d'une importante minorité non arabe : les Kurdes. A un certain moment, on crut que les Kurdes et les Arabes pourraient coexister au sein de la nation irakienne, par exemple, sur les mêmes bases que les Celtes et les Anglo-Saxons en Grande-Bretagne. Cet espoir et l'atmosphère de tolérance qu'il engendra s'amenuisèrent avec la montée du nationalisme ethnique, d'un côté comme de l'autre. Affaibli, l'Irak est une source potentielle de désastre alors que les tensions régionales gagnent son territoire, comme c'est le cas aujourd'hui au Kurdistan.

La carte arabe

Cette volonté de bâtir une alliance arabo-turque suscite bien des doutes chez de nombreux dirigeants turcs nourris de sensibilité kémaliste. "Le Turc méprise l'Arabe, il ne l'aime pas", Dans cette situation, rien ne peut faire oublier les rivalités turco-arabes.

Mais c'est dans la question kurde que ses initiatives sont le plus contestées. Dès le 24 janvier 1991, en pleine offensive aérienne alliée contre l'Irak, le président Ozal fait part à des journalistes de sa "nouvelle politique". Tout en confirmant son opposition à la création d'un Etat kurde, il note qu'il existe "pour l'Irak d'autres formules, comme celle d'un Etat fédéral où seront représentés les Arabes, les Kurdes et les Turcomans". Quelques semaines plus tard, rompant de manière spectaculaire avec un tabou, le gouvernement accueille des émissaires des organisations kurdes irakiennes. Le 14 juin, M. Ozal lui-même rencontre M. Jalal Talabani, le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan. Ankara pose officiellement sa candidature au rôle de protecteur des Kurdes.

Le président propose alors de lever les restrictions qui frappent la langue kurde en Turquie, d'assouplir les dispositions les plus répressives du code pénal qui répriment les délits d'opinion et d'amnistier les prisonniers politiques. De telles mesures pourraient à la fois accroître son prestige personnel parmi les Kurdes - un électorat influent - et désarmer les critiques persistantes à propos des violations des droits de l'homme, un des obstacles à l'entrée dans la CEE d'un pays qui porte encore les stigmates du coup d'Etat de 1980.

Dilemme turc

Mais les réticences face à une reconnaissance des kurdes sont multiples, y compris au sein de l'armée et parmi tous ceux qui restent attachés à la conception kémaliste, jacobine, de l'unité de la République." Mais la spécificité de la question kurde en Turquie sert d'argument contre les réformes : "Quatre millions de Kurdes seulement vivent au Kurdistan de Turquie, huit autres millions se sont installés dans les villes, notamment dans l'ouest du pays, dont au moins un million à Istanbul. Si nous divisons la Turquie, que deviendront ces huit millions?"

"Le Kurdistan n'est pas une colonie. Aujourd'hui, plusieurs ministres, la moitié des magistrats, le président de la Cour de cassation, sont kurdes. Le développement d'un chauvinisme kurde risque d'entraîner un chauvinisme turc: pour la première fois, nous allons nous interroger pour savoir qui est kurde, qui est turc."

De nombreux Turcs croient deviner dans la montée du nationalisme kurde la "main de l'étranger", des "impérialistes" qui ont déjà dépecé l'Empire ottoman et qui rêvent, une fois encore, d'affaiblir la Turquie.

Le véritable rempart éventuel à l'intégrisme chiite iranien ne pourrait ne pas être constitué par les Turcs, mais par les Kurdes qui peuplent les zones jouxtant les frontières de l'Iran et de l'Irak, entre les mondes chiite perso-azéri et l'Anatolie turque à majorité sunnite. Si, par désespoir, le Kurdistan bascule dans l'intégrisme, toute la Turquie finira par basculer aussi.

Quoi qu'il en soit, tenants du pouvoir et opposants n'ignorent pas que la reconnaissance des droits des 10 millions de Kurdes (un sixième de la population) est une condition indispensable pour que la Turquie trouve une place à part entière parmi les nations démocratiques et puisse ainsi développer sa stratégie régionale.

CONCLUSION

Un problème turc

Le problème kurde est le véritable problème de la Turquie. La création d'un Etat kurde léserait les quatre puissances de la région, et les Kurdes ont le malheur de posséder sur leur territoire d'importants gisements pétroliers.

Conscient de cette réalité géostratégique, le vieil Empire ottoman avait jugé sage d'octroyer aux Kurdes une très large autonomie pour s'assurer leur alliance face à la pression chiite et perse. Seul pays de la région à disposer à la fois de ressources hydrauliques et de gisements pétrolifères considérables, le Kurdistan sera le facteur essentiel de la paix et de la stabilité.

A la différence d'autres cas les luttes se déroulent à l'intérieur de deux Etats où ils forment une forte majorité, la Turquie (19%) et l'Irak (23%) : l'enjeu principal n'est donc pas la constitution d'une entité transgressant les frontières actuelles mais la reconnaissance de l'autonomie interne dans les deux Etats et dans des limites telles que la viabilité économique soit assurée.

Stratégie irakienne

La Turquie a toujours été opposée à la création d'un régime de semi-autonomie au Kurdistan irakien, y voyant les prémices d'une sécession qui consacrerait le démembrement de l'Irak, exacerbant du même coup les tendances séparatistes au sein de sa propre minorité kurde.

Saddam Hussein, qui avait parié sur l'érosion du soutien occidental aux Kurdes voit sa patience récompensée. La stratégie du régime n'a pas varié depuis la fin de la guerre : elle consiste à miner le système des sanctions pour recouvrer souveraineté et autorité sur l'ensemble du territoire irakien. A cet égard, le retour des troupes irakiennes dans le nord de l'Irak, après qu'elles en aient été chassées en 1991, et le démantèlement des bases de l'opposition peuvent être interprétés comme une victoire par Bagdad dans ses relations avec Washington. d'autant que le contrôle des champs pétrolifères de Kirkouk est devenu vital dans la perspective de l'entrée en vigueur de la résolution 986.

Le désengagement des Etats-Unis

A cet égard, le désengagement américain du Kurdistan à l'été 1996 et la non-reconduction de l'opération "Provide Comfort", dont le mandat est arrivé à terme le 31 décembre 1996, consacrent l'échec des efforts de Washington pour imposer une alternative crédible au régime actuel. Un des piliers de la politique irakienne de Washington s'effondre : la zone d'influence que les Etats-Unis avaient réussi à se tailler au Kurdistan irakien au lendemain de la guerre, notamment à travers le Conseil national irakien (CNI) qui y avait installé ses quartiers généraux, constituait en effet un atout majeur dans une stratégie d'affaiblissement du pouvoir central à Bagdad.

La gestion américaine peu concluante de la question kurde a également porté un coup à la stratégie du DUAL CONTAINMENT dans le Golfe qui vise, depuis 1993, à contenir à la fois les deux menaces irakiennes et iraniennes. L'incursion des troupes iraniennes venues au nord de l'Irak épauler les forces de l'UPK a joué un rôle déterminant dans la décision américaine de permettre à Bagdad de recouvrer au moins partiellement le contrôle du Kurdistan. la volonté claire de Téhéran d'embarrasser la stratégie américaine en Irak, et de se placer sur la scène irakienne comme acteur régional influent, ne peut que contraindre Washington à revenir ponctuellement à un jeu d'équilibre traditionnel entre ces deux puissances.

Quel médiateur : l'ONU ?

Jugée vitale, l'élaboration d'une stratégie alternative prendra certainement des années et n'ira pas sans déchirements. Elle dépendra, bien sûr, des progrès de la démocratisation dans les pays concernés, mais aussi de la volonté et de la capacité des pays démocratiques de favoriser par des mesures concrètes, au besoin par des pressions économiques et politiques, une telle démocratisation. L'ONU, si elle souhaite vraiment instaurer la paix et la stabilité au Proche-Orient, devrait, sans tarder, prendre à bras-le-corps le problème kurde qui, par son ancienneté, par l'importance numérique de la population concernée et le nombre de drames et conflits qu'il a engendrés depuis les années 20, est le problème le plus chronique, le plus grave de la région.

Une Turquie, en paix avec ses Kurdes, ne manquerait pas de devenir un pôle d'attraction pour ses voisins, accélérant, par son exemple, l'accession des Kurdes d'Iran, d'Irak et de Syrie à leur autonomie. En facilitant ensuite les échanges frontaliers entre ces pays, on permettrait au peuple kurde de ne plus se sentir écartelé, déchiré, et de jouer le rôle de trait d'union, de pont, de facteur de rapprochement entre tous ces peuples d'Asie occidentale qui ont tant de liens historiques, culturels, et finalement tant d'intérêts en commun.

EXTENSION DE LA GUERRE, MIGRATIONS FORCÉES



PHILIPPE REKACEWICZ